

En conséquence, nous avons demandé au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de nous aider à définir la nature d'un tel mécanisme pour l'Afrique. Mon gouvernement est encouragé par l'accueil favorable que cette idée a reçu du nouvel administrateur du PNUD, M. William Draper. Celui-ci nous a assurés de son appui pour mettre sur pied un groupe de travail chargé d'élaborer ce concept. Nous lui en sommes reconnaissants.

Le Canada est disposé à consacrer 20 millions de dollars pour cinq ans à ce nouveau mécanisme dès qu'il aura été créé. Nous espérons que d'autres gouvernements voudront s'associer à cette initiative soit en y contribuant financièrement, soit par d'autres moyens. Plusieurs pays en développement possèdent déjà une expérience remarquable dans le domaine de la production vivrière et de la foresterie sociale. J'ai confiance qu'ils voudront partager leurs connaissances, leur expertise et leurs ressources avec ceux qui en ont besoin en Afrique.

Cette initiative que nous prenons se veut un acte de foi dans ce que l'Afrique a de plus riche: sa population, ses petits producteurs, ses paysans et ses paysannes.

Toute crise peut, en fin de compte, porter des promesses. Nous en témoignerons ici, cette semaine, par les actions communes et novatrices qui découleront de nos travaux. C'est en tout cas ma conviction et celle du Canada tout entier. C'est pourquoi je m'engage, comme Ministre des Relations extérieures et au nom de mon gouvernement, à travailler sans relâche avec en horizon, l'Afrique possible de l'an 2000, celle en laquelle, vous et moi croyons.

Je vous remercie.